

Salaires des enseignants: reprise des concertations, conclusions prévues en mars

(), (AFP) -

Les concertations sur la revalorisation du métier d'enseignant ont repris mercredi au ministère de l'Éducation avec des organisations syndicales qui ont fait part de leurs doutes sur l'issue des discussions prévues pour s'achever mi-mars.

Après une première phase à l'automne pour "partager un état des lieux", interrompue mi-novembre par les élections professionnelles, le ministre de l'Éducation nationale Pap Ndiaye "a ouvert aujourd'hui, en présence de l'ensemble des organisations syndicales représentatives, une nouvelle phase de concertation sur l'attractivité et la revalorisation du métier enseignant", a indiqué la rue de Grenelle dans un communiqué.

"Les concertations sur le détail des mesures s'engagent à compter d'aujourd'hui. Cette phase sera la plus large possible", a-t-il ajouté, précisant que "l'objectif est de conclure la concertation au mois de mars".

Selon le calendrier présenté aux syndicats, une première réunion aura lieu la semaine prochaine sur la partie "socle" de la revalorisation (concernant le plus grand nombre d'enseignants), avant une concertation début février sur la partie de la hausse liée à de nouvelles missions. La réunion de conclusion est, elle, prévue le 13 mars.

Dès la fin de la réunion, la FSU, première fédération syndicale enseignante, a fait part de sa déception. "Neuf mois après les promesses du président de la République, huit mois après son entrée en fonction, quatre mois après le début des discussions sur le sujet, toujours aucune avancée sur la question des salaires après la réunion menée par le ministre ce jour !", a-t-elle déploré dans un communiqué.

Pour Sophie Vénétitay, secrétaire générale du Snes-FSU, premier syndicat du secondaire, "il va falloir très vite que le ministère abatte ses cartes et qu'on puisse rentrer dans le vif du sujet". "Depuis le mois d'octobre, sur un marathon, on a peut-être avancé de 500 mètres", a-t-elle regretté auprès de l'AFP.

"Les atermoiements, les reformulations, les incompréhensions nourrissent la défiance. Les personnels attendent beaucoup mais ils sont éprouvés", a déploré Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT.

"Après avoir promis un choc d'attractivité, le ministre court le risque d'un choc de déception", a estimé Stéphane Crochet, du SE-Unsa. "Nous avons de très forts doutes sur le fait qu'il y ait de vraies marges d'évolution par rapport aux projets qui sont vraisemblablement prêts".

Afp le 18 janv. 23 à 21 28.

